COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IVe Internationale

Numéro 77 · Mercredi 27 juillet 1977 · Prix : 1 F

ÉDITORIAL

Front National pour l'Autonomie : de la poudre aux yeux pour les travailleurs

DEPUIS quelque temps, on note un regain d'activité des partis de gauche autour du mot d'ordre d'autonomie. Un front national pour l'autonomie vient d'être constitué en Martinique. Il regroupe socialistes, communistes et progressistes auxquels s'est jointe la CGTM.

Aujourd'hui, la réaffirmation de l'autonomie a un caractère particulier dans le contexte politique actuel du fait d'une victoire probable de la gauche en France aux prochaines législatives.

En effet, pour les militants de base du PCM et du PPM, de même que pour une fraction de leur direction, la victoire de la gauche sera le signe que l'heure de l'autonomie a sonné pour les Antilles. Les partis antillais de gauche attendent du gouvernement français qu'il procède à des aménagements des institutions départementales actuelles, sans que pour autant, sur le fond, rien n'ait changé.

L'autonomie en réalité signifie que la possibilité sera offerte à quelques hommes politiques plus ou moins de gauche d'accéder à quelques honneurs et peut-être à un semblant de responsabilité. Par contre, pour le reste de la population qui ne fait pas partie des privilégiés, c'est-à-dire les ouvriers, les paysans pauvres, les petits commerçants, les artisans et les chômeurs, une transformation du statut départemental par quelques changements administratifs n'apportera aucune amélioration substantielle de leurs conditions de vie. Et ce pour la raison essentielle qu'une telle amélioration suppose des mesures économiques, sociales et politiques qui ne peuvent être prises dans le cadre d'une « République française », dont la légalité consiste à protéger la propriété des riches et à perpétuer leurs privilèges.

En effet, comment pourrait-on nationaliser le commerce extérieur, saisir les grandes propriétés terriennes, redistribuer cette terre aux paysans pauvres, exercer le contrôle ouvrier sur les entreprises, interdire les licenciements, répartir le travail entre tous les bras disponibles, mettre fin au luxe tapageur des patrons, etc., avec une autonomie « dans le cadre de la République française » des exploiteurs.

L'arrivée éventuelle de la gauche au gouvernement en France ne changera en rien la nature de l'Etat français. La gauche s'apprête à aller au gouvernement pour gérer les affaires de la bourgeoisie, et elle va les gérer aussi bien en France que dans les pays que celle-ci domine.

Les travailleurs ont mieux à faire que de limiter leurs luttes au cadre étroit de l'autonomie, et d'aider les politiciens de gauche à exercer quelque parcelle d'un pouvoir qui appartiendra comme par le passé aux possédants, aux bourgeois. Leur mécontentement et leur volonté de changement, les travailleurs peuvent les traduire en se battant pour arracher une transformation réelle de leur situation : la répartition du travail entre tous, l'interdiction des licenciements, la distribution des terres aux paysans, le contrôle ouvrier sur les entreprises...

Si les travailleurs se donnent les moyens de mener une telle lutte, s'ils prennent de telles mesures, ils auront plus que l'autonomie, ils auront le contrôle sur leurs conditions d'existence, contrôle qui les conduira inéluctablement à prendre des initiatives également de nature politique pour mettre fin à un système colonial qui ne survit que grâce à la passivité politique des grands partis anti-colonialistes, pour se gouverner ici eux-mêmes sans attendre d'ordres venant de 7.000 kilomètres.

Ce combat-là les militants actuels des partis communiste et progressiste auront à le mener. Mais ils ne pourront le faire qu'en rupture complète avec cette politique qui s'appelle « autonomie dans le cadre de la République française ».

GUADELOUPE :

Basse-Terre : danger de faillite

AU début de ce mois, l'activité du Conseil général fut interrompue brusquement, non pas par un groupe de contestataires », mais par les conseillers généraux eux-mêmes. Ceux-ci quittèrent le Conseil général et posèrent comme préalable à toute reprise des séances le commencement des travaux d'agrandissement du poste à quai du port de Basse-Terre. Ainsi, cette action d'éclat de la part des conseillers généraux est venue rafraîchir la mémoire de tous ceux qui auraient tendance à oublier trop vite la situation économique catastrophique de Basse-Terre, situation aggravée par les événements de la Soufrière.

L'Administration, faisant preuve de cynisme et d'hypocrisie, n'hésite pas à se déclarer en faveur de ceux qui veulent « sauver » Basse-Terre, alors que toute son action prouve le contraire. Son intention d'abandonner l'agrandissement du poste à quai et de faire embarquer la banane au port de Pointe-à-Pitre constitue une menace de chômage pour des centaines de travailleurs. Et si ce'a se faisait, c'est l'ensemble de l'économie de la région qui en supporterait les conséquences.

Face à cela, la petite bourgeoisie commerçante a essayé de « réanimer » la région par des campagnes publicitaires. Certaines catégories de travailleurs, conscientes du danger, ont manifesté à maintes reprises leur mécontentement par des grèves ou par des manifestations de rue. Et l'action des conseillers généraux ne fait que traduire la colère qui couve au sein de la population.

A la suite de ces protestations, le préfet a annoncé quelques mesures rassurantes. Mais, pour la population de Basse-Terre, le combat est loin d'être gagné, car on ne sait pas dans quelle mesure le gouvernement tiendra ses promesses. Les travailleurs savent bien qu'ils ne doivent point se faire d'illusions sur les promesses du gouvernement. C'est pourquoi ils sauront rester p'us que jamais très vigilants.

Cependant, il faut revenir sur la revendication de « construction du poste à quai » dont les élus de gauche du Conseil général ont fait leur cheval de bataille.

(Suite page 3)

MARTINIQUE :

Dragages : la direction de la CGTM en accusation

LE conflit opposant la direction et certains syndiqués de la section Dragages de la CGTM à la confédération CGTM a éclaté au grand jour.

Le principal dirigeant de la section Dragages, Petit, a rendu lui-même la chose publique en faisant parvenir aux journaux un comuniqué sur l'affaire.

Cela a eu une telle répercussion que la commission exécutive de la Confédération a dû se réunir pour prendre position. Les bureaucrates de la CGTM avaient voulu prononcer l'exclusion de Petit et ses amis. Mais, s'étant heurté à l'opposition de tous les dirigeants de section et des chambres syndicales, ils n'avaient pu le faire.

Ce conf'it a mis en lumière une fois de plus la pasivité des dirigeants du Bâtiment et le manque de perspectives offertes par eux aux travailleurs de ce secteur face à la crise.

L'affaire Dragages couvait depuis longtemps. Depuis au moins deux ans, le dirigeant des syndicats CGTM du Bâtiment n'a cessé de manœuvrer contre les travailleurs les plus combatifs de ce secteur. C'est cependant grâce à la présence de tels éléments que les Tanger, Lamon et Dufféal n'ont pu, dans les années passées, empêcher les travailleurs de mener les grèves qu'ils organisaient et contrôlaient largement.

C'est ainsi qu'en 1974, 1975 et 1976, les grèves du Bâtiment furent des luttes d'ensemble du secteur, marquées par l'organisation de nombreuses assemblées générales, de manifestations de rues. Les dirigeants furent obligés de rendre des comptes sous la pression constante des grévistes.

A partir de fin 1975, et en 1976, Tanger va commencer à démoraliser et désorganiser les travailleurs du Bâtiment. Il va s'acharner à écarter de toute responsabilité dans le syndicat l'un de nos camarades connu pour sa combativité et son honnêteté, ainsi que Petit et Nicar. Malgré des manœuvres anti-démocratiques, Petit et Nicar, appréciés de leurs camarades de travail, ont été élus par ces derniers lors des élections de délégués.

Cette année, face à l'aggravation de la situation due à la crise, la CGTM ne réagit pas. Si la Colas s'est battue contre les licenciements, c'est contre la volonté des bureaucrates à la Tanger et Lamon, si Dragages s'est battu, c'est en dépit de la passivité de Tanger, passivité qui est apparue aux yeux des travailleurs de cette entreprise comme une complicité avec les patrons, ce

(Suite page 3)

Institut Pasteur

Guadeloupe : où veut en venir la direction ?

L'Institut Pasteur de la Guadeloupe connaît actuellement un sérieux conflit entre le personnel et la direction.

A l'origine de ce conflit, on trouve les revendications du personnel pour la négociation d'une nouvelle grille de salaires ainsi que l'obtention des mêmes avantages que les travailleurs de l'Institut Pasteur en France.

La direction a alors choisi de faire traîner les choses pendant plusieurs mois, jusqu'à la semaine du 14 juillet où le personnel, excédé, décidait de réclamer des augmentations uniformes en même temps qu'une augmentation de la valeur du point, qui sert de base au calcul de leurs salaires.

En outre, les travailleurs de Pasteur avaient une autre revendication d'importance, celle de l'arrêt des brimades que la direction et le chef du personnel en particulier infligent sans arrêt à un délégué du personnel CGT.

La détermination du personnel s'est exprimée le mercredi 13 juillet par un débrayage, suivi par la quasi-totalité du personnel, de 8 heures à 11 heures du matin, à l'appel de la CGTG.

A l'heure où nous écrivons, les choses se sont aggravées : le chef du personnel a provoqué et frappé le délégué. Il a été jusqu'à lui infliger une mise à pied, en attendant que l'inspection du Travail lui accorde le licenciement pur et simple de ce travailleur.

Face à ce mauvais coup, la solidarité s'organise, d'autant plus que certains travailleurs sont conscients qu'il existe un rapport entre la situation actuelle de l'Institut Pasteur en Martinique et les attaques subies par le personel du même Institut Pasteur en Guadeloupe cette fois.

MARTINIQUE :

VIe festival culturel de Fort-de-France

LA municipalité de Fort-de-France a organisé pendant le mois de juillet le VIe Festival culturel de la Ville. Depuis qu'il a été lancé en juillet 1972, le Festival culturel est devenu une manifestation suivie avec beaucoup d'intérêt par le public martiniquais.

En effet, cette année encore, plusieurs milliers de personnes ont suivi les différents spectacles : semaine du cinéma différent, théâtre, musique et danse.

Parmi les œuvres qui ont rencontré du succès, citons le film La spirale, **montage de documentaires sur le Chili de l'Unité Populaire, les pièces de théâtre** En attendant Godot **et** Boesman et Lena, **pièces contre l'Apartheid, ainsi que les Ballets cubains.**

Dédié cette année aux peuples en lutte de l'Afrique australe, le Festival culturel est aussi une manifestation politique où sont largement développées les idées nationalistes qui sont celles du PPM, idées que nous combattons par ailleurs.

Il n'en demeure pas moins que le Festival culturel, par la qualité des spectacles promus, par le souffle différent qui le traverse, est un havre de réflexion et de discussions au milieu de la sous-culture assimilationniste dispensée par le colonialisme et les capitalistes locaux.

Martinique :

FERMETURE DE L'ÉTABLISSEMENT

Depuis le 30 juin, l'Institut Pasteur n'existe plus en Martinique, la préfecture ayant refusé de signer le contrat nécessaire avec l'Institut Pasteur de Paris. Celui-ci, estimant son antenne martniquaise peu rentable, s'est retiré de la gestion de l'établissement.

Cet institut a été provisoirement transformé en laboratoire départemental, mais bon nombre de ses activités ont été supprimées, comme certaines vaccinations, et la plus grande incertitude règne quant à l'avenir de ce laboratoire. En effet, aucune solution sérieuse de remplacement n'a été proposée par la préfecture qui depuis six mois sait que l'Institut Pasteur doit disparaître. D'autre part, le Conseil général, qui devait traiter cette question, l'a tout simplement renvoyée à une autre séance. Il semble que l'administration veuille tout simplement se débarrasser de cet établissement, au mépris de la population et des travailleurs.

Le personnel, quant à lui, pense que si le Conseil général a su trouver des fonds pour aménager des lieux de loisir pour bourgeois, il doit aussi en trouver pour le maintien de toutes les activités de ce service public. Quoi qu'il en soit, les 51 travailleurs de l'ex-institut Pasteur sont prêts à réagir à toute menace de licenciement ainsi qu'à un éventuel départ du matériel. Ils devront compter sur le soutien de tous les travailleurs.

Martinique :

AMG, attaque de l'Administration

Depuis le 1er juillet une circulaire du préfet modifie les conditions d'attribution des bons d'AMG (Assistance médicale gratuite) par les municipalités. Le résultat de ce changement est que désormais sur les 75 000 inscrits que comptent les listes de bénéficiaires à la Martinique, seuls restent inscrits les grands infirmes et les invalides. Toutes les autres personnes qui ont besoin de l'AMG doivent faire une demande et constituer un nouveau dossier, ce qui pour beaucoup de gens constitue une sérieuse difficulté. Cela laisse aussi penser que nombre de ces demandes ne seront pas acceptées. De plus, la mise sur ordinateur des listes d'assurés permettra à la DASS d'exercer un contrôle systématique sur les attributions d'aide sociale et donc entraînera à coup sûr de nombreuses tracasseries administratives pour les malades.

Bien sûr, des bons d'urgence pourront être délivrés pour les personnes non inscrites, mais la procédure pour en obtenir plus de trois est tellement compliquée qu'elle est bien faite en réalité pour décourager les demandeurs.

Toutes ces restrictions de l'AMG correspondent à une attaque délibérée du gouvernement contre les pauvres et les petites gens, les chômeurs et les milliers de laissés pour compte de la société coloniale, qui n'ont que cette possibilité pour se faire soigner. La situation coloniale a réduit des milliers de gens à ne pouvoir se soigner qu'en ayant recours à cette Assistance médicale gratuite que beaucoup d'entre eux considèrent d'ailleurs comme une forme humiliante d'aide. En compliquant la procédure pour obtenir cette aide, l'administration rend ceux qui doivent en bénéficier encore plus dépendants des municipalités en place.

D'ailleurs de nombreux maires profitent déjà de ces nouvelles dispositions pour perpétrer de mauvais coups contre certains administrés opposés à leur politique.

Ces nouvelles dispositions montrent à quel point les belles paroles sur la départementalisation économique et sociale ne sont que du vent.

Même cette forme d'aide — qui soit dit en passant est payée par la fraction des allocations familiales non versée aux familles —, même cette forme de « charité » à bon compte, l'Etat colonial est encore amené à la restreindre et à la contingenter pour mieux faire sentir que cela ne tient que grâce à sa bonne volonté.

Mais bon nombre de gens, des travailleurs, des petites gens des campagnes, au travers de ces brimades et de l'humiliation, comprennent que leur sort, ils ne doivent pas le confier à d'autres.

Il y a un an la Soufrière

Les événements de la Soufrière, en juillet et août 1976, demeureront vraiment pour les travailleurs, pour les pauvres de ce pays, un parfait exemple de l'incurie et de la nocivité de l'administration coloniale.

Dès le 8 juillet, une première explosion phréatique provoque un exode panique de plusieurs milliers de Basse-Terriens. C'était en fait une indication du peu de confiance que la population mettait en Aurousseau et son administration.

Le 15 août, après des mois d'inaction et de paroles rassurantes, les services préfectoraux basculaient dans la panique la plus totale et décrétaient qu'il était urgent et nécessaire d'évacuer le Sud de la Basse-Terre.

Pour la population de cette région, c'était le début d'une pénible aventure dont les conséquences se font sentir jusqu'à ce jour.

Du jour au lendemain, dans l'impréparation la plus complète, plus de 70 000 personnes quittèrent leur foyer, leurs emplois et leur cadre de vie pour aller vivre dans des conditions de fortune soit chez des parents ou amis soit pour les plus démunis dans des écoles ou autres édifices publics baptisés pour la circonstance : centre d'hébergement.

Les conséquences ont été désastreuses, aussi bien en ce qui concerne la scolarité des enfants, la situation matérielle et financière des familles, que la situation économique de toute la région de Basse-Terre.

Mais pour les travailleurs et les pauvres de la Guadeloupe, ces événements ont aussi constitué un précieux enseignement. La véritable catastrophe, ce n'est pas le phénomène naturel de la recrudescence d'activité du volcan, la catastrophe c'est l'existence d'une administration étrangère, représentant les intérêts du pouvoir colonial et organiquement incapable de décider avec la population de mesures allant uniquement dans le sens des intérêts de cette population.

Martinique :

APRÈS LE CONGRÈS DU PPM

LE 7° congrès du PPM, tenu les 9 et 10 juillet, a été présenté par ce parti comme une étape importante : en effet, il se prévaut de l'éclatante victoire électorale remportée par Césaire en mars dernier, et sur cette base optimiste lance la campagne des prochaines législatives. Il est clair que le PPM se prépare à la venue au gouvernement de la gauche en France.

Il a réaffirmé avec plus de vigueur que jamais son mot d'ordre d'autonomie, précisant de plus que son objectif est « d'engager la Martinique sur la voie du socialisme ».

Lors de ce congrès, le PPM a décidé de se « démocratiser » en pénétrant plus profondément dans les masses, et à cette fin de renforcer ses structures internes.

En réalité, il s'agit pour le PPM d'élargir son influence électorale et, dans la perspective d'un changement de statut, de mettre en avant toute une série de notables susceptibles de se voir un jour confier des charges et des responsabilités dans le cadre d'une Martinique autonome.

Le PPM se pose une fois de plus en champion de la « nation martiniquaise ». Il condamne sans pitié les méfaits de la départementalisation. Il clame haut et fort la nécessité et l'inéluctabilité de l'autonomie pour la Martinique. Il va même jusqu'à parler de socialisme !... Mais cette vigueur de ton recouvre une réalité beaucoup plus modeste quant au contenu même de cette fameuse autonomie. Là, le PPM se fait beaucoup plus prudent et modéré, et cela à mesure que se rapproche la date des élections.

Ainsi dans le numéro du 13 juillet du **Progressiste**, le secrétaire général du PPM, Darsières, s'il prend bien soin de marquer ses distances vis-à-vis des départementalistes, tient également à montrer que le PPM n'a absolument rien de commun avec les partisans de l'indépendance. Ce même numéro présente l'autonomie de la Catalogne en Espagne qui vient d'être plus ou moins reconnue par le roi Juan Carlos comme un modèle pour le peuple martiniquais. C'est dire les limites qu'assigne le PPM au mot autonomie quand on sait qu'en Catalogne, l'autonomie n'est qu'une étiquette collée sur quelques mini-réformes de façade n'assurant qu'une légère décentralisation des pouvoirs de la bourgeoisie espagnole.

Un autre responsable du PPM, Désiré, se félicite, quant à lui, de ce que « la victoire de la gauche serait l'assurance d'une régionalisation, c'est-à-dire une structure régionale ou un ensemble régional et un pouvoir de décision », et il précise que, dans ce cas, « il y aurait évidemment un certain nombre d'attributions qui seraient réservées à la France et qui sont la Défense nationale, la Justice, l'Education, les Impôts, etc. ». Voilà donc ce que nous réserve l'autonomie à la sauce PPM : présence des forces de répression, justice au service des patrons, enseignement réactionnaire, et impôts ! Triste perspective !

Quant au « socialisme » auquel le PPM fait référence, le moins que l'on puisse dire est qu'il se limite à quelques-unes des réalisations les plus courantes des pays capitalistes avancés, comme le droit à l'hygiène et à la santé, le développement de la production locale, etc. Ce fameux « socialisme », c'est aussi pour le PPM « une participation à l'exercice du pouvoir dans tous les domaines ». Mais même cette simple « participation » à l'exercice du pouvoir, le PPM se garde bien de préciser au profit de qui elle devra se faire : des travailleurs ou des bourgeois ? Il préfère se retrancher derrière les mots vagues de « nation » et de « peuple » qui masquent les antagonismes de classes.

Non, malgré ses appels au « peuple », le PPM n'ouvre pas la voie au pouvoir des classes opprimées de la Martinique. Il ne cherche qu'à s'assurer une place de fondé de pouvoir du colonialisme à la tête d'une Martinique autonome, en s'appuyant pour cela sur la confiance, le soutien et les illusions des travailleurs qui croient en lui.

Guadeloupe :

Grosse-Montagne : Non aux licenciements

CETTE année à Grosse-Montagne, les patrons n'ont pas attendu l'inter-récolte pour annoncer leur intention de réduire les effectifs et donc de licencier des travailleurs. En effet, début juillet, au cours d'une réunion du comité d'entreprise, Hayot, directeur de l'usine, apprenait aux délégués que 16 travailleurs allaient être licenciés pour insuffisance d'emplois pendant l'inter-récolte. Dans un procès-verbal fait à l'issue de cette réunion, la direction ne cachait pas qu'en plus du manque d'emplois, ce sont aussi les difficultés économiques générales qui motivent ce licenciement collectif. Il est donc évident que ce que veulent les patrons de Grosse-Montagne, c'est purement et simplement faire payer les conséquences de la crise aux travailleurs.

C'est du reste bien ainsi que l'ont compris ces derniers. Dans deux assemblées générales tenues en juillet, ils ont à l'unanimité pris la ferme résolution de refuser tout licenciement pour quelque motif que ce soit. Face à ces licenciements, ils réclament d'une part la fermeture de l'usine pendant deux mois au lieu d'un seul comme le prévoit la direction, ce qui permettra d'embaucher les 16 ouvriers menacés de licenciement puisque le travail sera ainsi réparti sur un temps plus court, et d'autre part le paiement intégral de ces deux mois à tous sans exception, car pendant ces deux mois les travailleurs restent à la disposition des patrons. Il est donc bien normal qu'ils paient pour cela aussi.

Les travailleurs saisonniers eux aussi ont des revendications salariales à présenter. Ils restent en effet près de 6 mois au chômage forcé. Mais dès l'ouverture de la récolte, ils sont à la disposition des patrons qui n'hésitent pas en la circonstance à faire appel à eux. Se tenir à la disposition d'un patron, cela se paie.

Pendant des années où il n'était pas question de crises, les patrons ont empoché des profits importants. Ils n'ont qu'à puiser dans ces sommes accumulées grâce à l'exploitation des travailleurs pour faire face à la situation actuelle.

Cette revendication des saisonniers est d'autant plus nécessaire au maintien de l'unité que la direction ne manquera pas d'opposer permanents et saisonniers lors de l'ouverture. Or l'unité de ces deux catégories de travailleurs sera nécessaire pour faire reculer les dirigeants de l'usine. Les travailleurs unis et décidés à se battre peuvent par exemple obliger les patrons de Grosse-Montagne à réduire la journée de travail (à 5 ou 6 heures) en fonction des travaux à effectuer tout en les payant huit. Ce qui permettra alors la répartition du travail entre tous les travailleurs de l'usine interdisant ainsi tout licenciement.

DRAGAGES (suite de la page 1)

notamment lorsqu'il fut question de licencier Petit et Nicar, délégués du personnel, précisément opposés à l'attitude néfaste de la direction de la CGTM.

L'écœurement des travailleurs de Dragages face à toutes ces manœuvres du bureaucrate de la CGTM fut tel que le bureau de la section démissionna.

La direction de la CGTM, bien loin de tirer les leçons de cet épisode, a condamné l'attitude de Petit et de ceux qui ont démisionné du bureau.

Aujourd'hui, grâce à la publicité faite à cette affaire, les travailleurs savent jusqu'où peut conduire l'attitude des bureaucrates, responsables du fait que les travailleurs plus désorganisés que jamais se sont trouvés dans l'incapacité de riposter aux menaces de licenciements. De nombreux travailleurs, dont Petit et Nicar, ont été licenciés, et bientôt c'est une centaine de ravailleurs qui se retrouveront à la rue.

La responsabilité de cette défaite incombe à la direction de la CGTM. Mais Petit et Nicar n'y sont pas étrangers. En effet, ceux-ci, militants nationalistes farouchement opposés à la politique de Tanger, n'ont pas su offrir à leurs camarades, dont ils avaient la confiance, une politique de rechange. Leur politique a consisté uniquement à critiquer notre tendance, et essentiellement à dénoncr les trahisons de Tanger et de la CGTM.

Ce que démontre l'affaire Dragages, c'est que la défense des intérêts des travailleurs exige non seulement de lutter contre le réformisme des bureaucrates mais aussi et surtout d'avoir une autre politique à proposer. Autrement on ne parvient qu'à désintéresser les travailleurs de toute organisation sur les chantiers et à provoquer leur démission des syndicats.

Martinique :

Insuffisance des CET, les élèves sont "en attente"

Cette année encore, en Martinique, les jeunes feront les frais des insuffisances de l'enseignement colonial et cela plus particulièrement dans les CET.

En effet, de nombreux élèves issus des CES et CEG (1 000 en 5° et 700 en 3°), orientés vers les CET, ont été inscrits sur des listes d'attente.

Mais ceux qui sont chargés de l'orientation des élèves inscrits sur ces listes d'attente annoncent déjà la couleur : « Il ne faut pas vous faire d'illusion, ces listes sont un trompe-l'œil, il n'y a plus de place dans les établissements ».

Voilà un point de vue autorisé qui révèle la supercherie du pouvoir colonial.

Une solution est pourtant possible car en d'autres circonstances les autorités coloniales ont su trouver des fonds pour la construction d'un terrain de golf, d'un hippodrome ou de casernes. De plus, le répit de deux mois et demi de congé est largement suffisant pour permettre la mise en place des structures viables qui pourraient accueillir les élèves à la rentrée. La carence actuelle relève donc d'une politique délibérée de la part du pouvoir colonial.

Syndicats et associations de parents d'élèves ne montrent pas une volonté de mobiliser les énergies. S'ils persistent dans cette attitude, c'est donc dans l'ombre et impunément qu'encore une fois les Doumenge et compagnie porteront leurs mauvais coups à la jeunesse de ce pays.

BASSE-TERRE (suite de la page 1)

Même s'ils arrivaient à obtenir gain de cause cela ne résoudrait pas pour autant les problèmes cruciaux qui se posent dans cette région.

Bien sûr, les travailleurs qui risquent d'être jetés à la rue si le port de Basse-Terre n'est pas modifié doivent défendre de pied ferme leur gagne-pain. Mais les élus de la gauche, en concentrant toute l'attention des travailleurs uniquement sur le problème du port, détournent ceux-ci des véritables solutions.

Car pour « sauver » Basse-Terre, il faudrait entreprendre une reconversion totale de l'économie. Développer les cultures vivrières, appliquer une véritable politique touristique donneraient du travail à des milliers de travailleurs de la région.

Dans le cas où le déplacement de l'embarquement de la banane serait inévitable, une politique en faveur des travailleurs permettrait le reclassement professionnel de tous ceux qui seraient touchés par une telle décision.

Une telle politique est possible, mais elle exige la mobilisation de l'ensemble des travailleurs.

Italie-France : les partis communistes

UNE POLITIQUE POSSIBLE POUR LA BOURGEOISIE

LA bourgeoisie italienne a trouvé un moyen d'associer le Parti Communiste Italien (PCI) aux actions gouvernementales sans toutefois lui donner même un strapontin du gouvernement.

Le PCI a, en effet, signé avec les partis de droite un programme commun de gouvernement, programme d'austérité pour les travailleurs.

Au-delà de l'imagination que déploie la droite pour utiliser le PCI, ce qui intéresse les travailleurs, c'est la façon dont ce parti aspire au gouvernement et est prêt à y accéder en faisant des alliances avec les pires ennemis de la classe ouvrière.

Que le PCI réalise un tel compromis avec la droite, c'est comme si en France, le PC faisait alliance avec le RPR pour arriver au gouvernement. Cela semble inimaginable en France. La différence ne réside pourtant que dans une différence de circonstances politiques. L'existence en France d'un Parti Socialiste, qui n'existe pas en Italie, n'oblige pas le PCF à s'allier directement à la droite pour arriver au gouvernement. Mais, la cour insistante que fait le PC en direction des gaullistes de gauche et la participation anti-ouvrière du PCF au gouvernement de De Gaulle en 1945 montrent que le PCF vaut bien le PCI en la matière.

Ces partis, l'un comme l'autre, représentent une politique possible pour la bourgeoisie et n'aspirent qu'à devenir les représentants de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

La décolonisation de l'Afrique continue... la France intervient au Tchad

Le gouvernement français vient d'augmenter son aide « logistique au gouvernement tchadien qui connaît des difficultés face à la rebellion des Toubous.

Ainsi, après l'intervention aux côtés du régime de Mobutu en lutte contre une insurrection dans la province zaïroise du Shaba, celle indirecte contre les guerilleros du Front Polisario, le gouvernement français vole au secours des réactionnaires tchadiens.

Cette « aide », cependant, venant d'un impérialisme de seconde zone est dérisoire. En fait, les « aides » du gouvernement français sont principalement des gestes politiques pour se concilier les bonnes grâces des gouvernements les plus réactionnaires d'Afrique et par leur intermédiaire pour continuer à exploiter, à opprimer les 300 millions de travailleurs africains.

Guadeloupe, Martinique : Tournée de Combat Ouvrier dans les communes

Durant le mois d'août, nos camarades passeront vous voir dans vos communes.

Travailleurs, femmes, jeunes, vous qui avez déjà entendu parler de Combat Ouvrier, qui avez déjà lu nos journaux, il vous sera possible, pendant toute une journée, souvent deux ou trois, de rencontrer nos militants, de discuter avec eux des problèmes que vous affrontez, tant en Guadeloupe qu'en Martinique, sur vos lieux de travail, dans votre quartier, et de toutes les questions que vous vous posez sur l'avenir.

Conférences, débats, présentation et vente de livres, projection de diapositives animeront les après-midis et soirées que nous passerons avec vous et vous permetteront de mieux connaître nos idées, nos analyses sur la société actuelle.

Camarades, amis, lecteurs, nous vous donnons rendez-vous dans les communes suivant le calendrier ci-dessous.

GUADELOUPE :
1er - 2 - 3 08 : Morne-à-l'eau
4 - 5 : Petit-Canal
6 - 7 : Port-Louis
9 ; Anse-Bertrand
10 - 11 - 12 : Moule
13 - 14 : St-François
1 - 2 - 3 08 : Pointe-à-Pitre
4 - 5 - 6 - 7 : Abymes
9 - 10 : Baie-Mahault
11 - 12 : Gosier
13 - 14 : Ste-Anne
1er 08 : Trois-Rivières
2 : Gourbeyre
3 - 4 : Basse-Terre
5 : St-Claude
6 - 7 : Baillif
9 : Vieux-Habitants
10 : Bouillante
11 : Pigeon
12 - 13 : Pointe-Noire
14 : Deshaies

MARTINIQUE
17 - 18 08 : St-Pierre
19 - 20 : Morne Rouge
21 : Basse-Pointe
22 - 23 : Lorrain
25 - 26 : Ste-Marie
27 - 28 : Trinité
29 - 30 : Gros Morne
17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22 - 23 - 25 - 26 - 27 08 : Fort-de-France
28 : Schoelcher
30 : Carbet
29 : Fonds La Haye
17 - 18 08 : François
19 - 20 : Vauclin
21 : Marin
22 - 23 : Ste-Anne
25 - 26 : Rivière-Pilote
27 : Ste-Luce
28 : Trois Ilets
29 - 30 : Rivière Salée

- EMIGRATION - EMIGRATION -

Les agences matrimoniales procurent de la main-d'œuvre gratuite aux paysans français

Selon une enquête du **Nouvel Observateur,** un hebdomadaire français, une solution aurait été trouvée pour pallier au manque de main d'œuvre féminine dans les campagnes, entre autres dans celles de l'Aveyron, du Tarn, de Bretagne, du Poitou...

Elle consiste à « importer » pour les agriculteurs, qui « manquent de femmes », des femmes originaires de l'Ile Maurice. Des agences matrimoniales se sont même spécialisées dans ce trafic. Le **Nouvel Observateur** cite le cas de l'une d'entre elles spécialisée dans les jeunes filles du Tiers Monde qui, pour quatre cents francs par an, envoie une liste d' « abonnées ». « Nous avons, déclare cette agence, un très grand choix de jeunes filles et de jeunes femmes de vingt et un an à quarante trois ans (créoles, métisses et toutes races) agréables, douces, jolies, sympathiques, aimant la vie à la campagne, sachant s'occuper d'un foyer, courageuses, affectives et très gentilles ». La couleur étant chaque fois précisée.

Finalement, ces agences matrimoniales exploitent honteusement la misère, les préjugés de nos pays pour recruter de la main-d'œuvre « tous travaux », taillable et corvéable à merci.

LES POSTIERS ANTILLAIS SE SONT MOBILISES LE 6 JUILLET

Le 6 juillet, 50 % des postiers antillais de Paris (il n'y a eu aucun mouvement de ce type hors de Paris) ont fait grève. Ils ripostaient à l'appel de la CGT et de la CFDT avec les revendications suivantes :

— « un congé administratif avec voyage payé tous les deux ans et l'égalité des droits avec les fonctionnaires métropolitains exerçant dans les DOM.

— la création dans les DOM de nombreux emplois de titulaires dans les cadres normaux » (tract de la CGT le 23-6-77).

Si les revendications précitées n'ont pas abouti, le secrétaire d'Etat aux PTT s'est par contre engagé à ne pas donner suite au projet de décret qui devait supprimer le droit de cumul pour les postiers antillais (voir CO n° 75).

Ce demi-succès a mis en évidence les limites d'une grève que les Antillais avaient seuls le droit de faire. En effet, les syndicats avaient déposé un préavis de grève pour les Antillais, interdisant par là-même un soutien quelconque de la part des travailleurs français.

Un autre aspect de la grève — la nature assimilationniste des revendications — a été dénoncé par un postier antillais qui prit la parole lors du rassemblement qui réunit 1 500 personnes devant l'Hôtel Matignon. Ce travailleur a rappelé que ce n'était pas un hasard si les postiers embauchés dans le cadre métropolitain aux Antilles bénéficiaient d'avantages et qu'on reconnaissait bien là la politique de division entre travailleurs que mène le gouvernement colonial. Il a été applaudi.

Le 6 juillet les postiers antillais ont pu constater qu'il leur était possible de se mobiliser. Certains d'entre eux, déçus par la minceur du résultat, ont compris également que pour obtenir de réels succès, une mobilisation de tous les travailleurs est indispensable.

A BAS LE RACISME !

Depuis quelques mois en France, les actes, les agressions, les manifestations racistes se sont multipliés. Cette recrudescence s'explique en grande partie par la crise, par les licenciements, par le chômage qu'elle engendre. Cette crise aggrave la concurrence entre travailleurs. Le racisme, parce qu'il divise, est aussi utilisé par le gouvernement pour détourner les travailleurs des véritables responsables, les capitalistes. Le racisme, c'est l'arme des patrons et en tant que telle il doit être combattu ; nous, travailleurs antillais, nous devons être de ce combat-là, dans la mesure où nous sommes souvent victimes d'actes racistes mais aussi parce que certains parmi nous ont aussi des attitudes racistes.

ANPE : Emplois refusés aux Antillais

Nombre d'offres d'emploi de l'Agence nationale pour l'emploi portent directement les mentions « blancs seulement » ou « Européens seulement ».

Parfois, ces exigences sont plus discrètes. En particulier, un code est utilisé. Certaines annonces portent la mention 01 qui signifie « Français ». Les Antillais sont directement visés quand la mention devient « 01 blancs », c'est-à-dire Français de France.

Mairie de Paris : évitez le personnel de couleur

Telle est la recommandation qui accompagne une offre d'emploi pour aides ménagères publiée par les services de la Mairie de Paris. Il n'y a pourtant pas deux mois, ce même Chirac qui dirige la mairie de Paris, organisait meetings sur meetings en direction des Antillais et leur promettait monts et merveilles.

Ces promesses valent ce que valent ces politiciens bourgeois, du vent !

Non à toutes les formes de racisme !

A la préfecture de Bobigny, une Algérienne s'est adressée à un employé antillais. Ce dernier, alors qu'il ne lui accordait pas tout ce à quoi elle avait droit, s'est permis de lui faire des remarques racistes, telles que : « si tu n'es pas content,e tu prends l'avion et tu retournes dans ton pays ». Puis, la voyant sortir, s'est précipité pour la frapper.

Nous devons combattre de telles attitudes. Si les racistes français n'aiment pas les Algériens, qui se sont toujours battus pour chasser les colonialistes, nous, Antillais, ne résoudrons pas nos problèmes de colonisés en adoptant les attitudes méprisantes du colonisateur.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication : Jocelyn BIBRAC

Adresser toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : **12 F**
— sous pli fermé 1 an : **15 F**
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : **15 F**
ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source